

L'Ecole technique officielle de Kigali, mauvaise conscience de l'ONU au Rwanda

Les lieux du génocide (3/9). Le 11 avril 1994, les casques bleus ont abandonné aux miliciens hutu 2 000 personnes qui avaient trouvé refuge sur le campus.

Par Pierre Lepidi Publié le 07 avril 2019 à 07h00 - Mis à jour le 07 avril 2019 à 07h00



Yvonne Mukanubaha, rescapée du massacre de l'ETO en 1994, devant le mémorial de Nyanza où sont enterrés ses parents, en janvier 2019, à Kigali. Pierre Lepidi

Dans les allées ou les salles de classe, l'ambiance rappelle celle des campus américains. Des classeurs sous le bras, des étudiants déambulent dans les immenses couloirs, pendant que d'autres préparent un exposé sur un coin de bureau. L'Integrated Polytechnic Regional College (IPRC) de Kigali, au Rwanda, forme aux métiers de l'électricité, de l'électronique, de l'ingénierie civile, de la mécanique... L'établissement est réputé dans toute la région des Grands Lacs.

A l'écart des bâtiments, des élèves enregistrent un court-métrage, d'autres jouent au football. « *Même si nous n'étions pas nés en 1994, nous savons ce qui s'est passé ici* », assurent Bonheur et Peter, deux étudiants en ingénierie civile âgés de 23 ans : « *Ce sont des choses horribles, mais on a appris à vivre avec et à avancer.* »

Matelas enflammé

Vénuste Karasira, 66 ans, connaît bien le campus. Il y a vingt-cinq ans, l'IPRC s'appelait Ecole technique officielle (ETO) Don Bosco et, le 8 avril 1994, cet ancien traducteur s'y était réfugié. Depuis l'attentat qui avait coûté la vie au président Juvénal Habyarimana, deux jours plus tôt, Kigali était à feu et à sang. « *Dans les rues, la haine était à son paroxysme, raconte-t-il. Il y avait des coups de feu en permanence, des maisons brûlaient. La situation s'aggravait de minute en minute et la Radio des Mille*

Collines encourageait les meurtres en disant : “Allez les gars, massacrez les Tutsi, il ne doit en rester aucun !” J’habite à 800 mètres d’ici et j’ai mis une heure trente pour venir, à cause des barrages que j’ai contournés prudemment avec ma femme et mes trois enfants. »

Yvonne Mukanubaha, 20 ans à l’époque, s’est elle aussi réfugiée à l’ETO. Elle arrive le 9 avril au matin avec Gustave, son fils de 2 ans, après avoir passé deux jours à la paroisse du quartier de Kicukiro, juste à côté. *« Des miliciens sont venus à la maison dans les premières heures du génocide pour voler nos vaches, se souvient-elle. Malgré les menaces, mon père et ma mère sont restés chez nous pour protéger le domicile. »* Ils ont eu tort. Son père est tué à la machette quelques heures après, lorsque les miliciens reviennent. Quant à sa mère, elle sera exécutée quatre jours plus tard, après s’être réfugiée dans une église. Les miliciens l’ont enroulée dans un matelas avant d’y mettre le feu. Au cours du génocide, qui a fait 800 000 morts, selon l’ONU, parmi les Tutsi et les Hutu modérés, les associations de victimes ont recensé 29 façons de tuer.

Si Vénuste Karasira, Yvonne Mukanubaha et 2 000 autres personnes se réfugient en juin 1994 à l’ETO, c’est parce qu’ils pensent y être en sécurité. L’école abrite alors un bataillon belge d’une centaine de casques bleus qui fait partie de la Mission des Nations unies pour l’assistance au Rwanda (Minuar), une force d’environ 2 300 hommes créée en octobre 1993 pour aider à l’application de l’accord de paix d’Arusha signé quelques mois plus tôt. *« Pendant deux jours, les réfugiés se sont organisés et ont logé les femmes et les enfants dans les dortoirs et les salles de classe, se souvient Vénuste Karasira. J’ai vécu dans le stade avec les autres hommes. Les miliciens ont encerclé l’ETO progressivement : ils nous insultaient, nous menaçaient à travers les grillages. Dans la journée du 10 avril, les soldats belges n’ont plus répondu à nos questions. Le lendemain vers midi, ils ont rassemblé leurs affaires et sont partis. »*

« Finir le travail »

Le 11 avril, des militaires français évacuent près de 150 expatriés présents sur place, dont plusieurs religieux. En milieu d’après-midi, les troupes belges dirigées par le capitaine Luc Lemaire abandonnent le cantonnement, comme le montre le film *Shooting Dogs*, tourné sur place en 2005. *« On a supplié les soldats de l’ONU pour qu’ils restent, mais ils ont refusé, se souvient Vénuste Karasira. Des jeunes se sont jetés devant les véhicules pour les empêcher de partir, mais ils les ont fait fuir en tirant en l’air. »* *« Je ne pouvais plus m’arrêter de pleurer »,* raconte Yvonne Mukanubaha.

Moins de cinq minutes après le départ des casques bleus, les miliciens Interahamwe (« ceux qui travaillent ensemble », en kinyarwanda) franchissent l’enceinte de l’ETO. Armés de fusils, de grenades, de machettes et de *ubuhiri* (des massues cloutées), ils rassemblent les 2 000 réfugiés et les mettent en ordre de marche. *« Ils ont dit qu’il fallait nous emmener à Nyanza, à environ 4 kilomètres, pour nous mettre en sécurité, se souvient Yvonne Mukanubaha. C’était en réalité pour nous massacrer dans un endroit plus discret. »*

Arrivés à Nyanza vers 17 heures sous une pluie battante, les Interahamwe regroupent les réfugiés. Après une brève consultation, ils balancent des grenades et tirent dans le tas. *« J’ai serré Gustave et me suis dit que j’allais mourir avec mon fils dans mes bras, explique Yvonne Mukanubaha. J’ai été touchée dans le bas du dos et dans la fesse. En recevant les premières balles, j’ai eu la chance de tomber rapidement et d’être ensevelie par d’autres corps. »* Les miliciens vont « finir le travail », selon leur expression, en achevant les survivants avec leurs outils. Cachés sous un monticule de cadavres, Vénuste Karasira, une balle dans le bras, et Yvonne Mukanubaha font semblant d’être morts.

Lorsque les miliciens reviennent dans la soirée pour prélever les bijoux et les montres sur les dépouilles, Gustave se met à hurler de soif. Un milicien l’arrache des bras de sa mère et lui assène un coup de machette sur le bras avant de le laisser tomber. La nuit est un enfer. Au milieu des cadavres, Yvonne Mukanubaha, ne pouvant plus marcher à cause de ses blessures, tente de s’échapper en rampant au sol. Au petit matin, elle sera finalement secourue par des soldats du Front patriotique rwandais (FPR) en compagnie de 80 survivants. Gustave est parmi eux. Même s’il a aujourd’hui des difficultés à saisir

certaines objets à cause des nerfs de son bras qui ont été sectionnés, il va bien. Il a fêté ses 27 ans et suit des études d'informatique à l'université.

« L'ONU ne sert à rien ! »

Quelques semaines après cette sombre journée du 11 avril, Vénuste Karasira est convoyé à Byumba, une base du FPR qui participera à la libération du Rwanda, en juillet. L'homme y est amputé de son bras droit, « *pourri à cause d'une infection* ». Dans le massacre de l'ETO, une de ses filles a été tuée à côté de lui. Sa femme et deux autres enfants ont été blessés mais ont survécu. « *La communauté internationale nous a lâchement abandonnés et ce traumatisme ne s'efface pas, s'emporte-t-il. Quand ils sont partis, les soldats de l'ONU savaient qu'on allait être massacrés. Je l'ai dit à Bill Clinton [président des Etats-Unis pendant le génocide] lorsque je l'ai rencontré en 1998. Il était honteux. Si je croisais Antonio Guterres [secrétaire général de l'ONU], je lui dirais qu'il peut démissionner de son organisation car elle ne sert à rien !* »

« *La manière dont les troupes de la Minuar sont parties de l'ETO était ignominieuse* », peut-on lire dans le rapport d'une commission indépendante sur les actions onusiennes au Rwanda. Comment l'expliquer ? Le 7 avril, dix paracommandos belges de l'ONU, qui devaient assurer la protection de la première ministre rwandaise, ont été sauvagement tués. Leur mort a précipité le départ des casques bleus de l'ETO. Le 14 avril, trois jours après le massacre de Nyanza, la Belgique annonçait son intention de retirer son contingent de la Minuar. Une semaine plus tard, le conseil de sécurité de l'ONU réduisait les effectifs de la mission onusienne à seulement 270 personnes, soit une diminution de 90 % de ses casques bleus. Dans tout le Rwanda, pourtant, des massacres à grande échelle étaient alors perpétrés.

A l'entrée de l'IPRC, un panneau raconte les faits qui se sont déroulés dans le campus il y a vingt-cinq ans. « *A l'ETO comme ailleurs au Rwanda, la communauté internationale et l'ONU ont tourné le dos au génocide*, peut-on lire. *L'ETO est devenu le symbole de l'échec des chefs des nations pour protéger les vies qui leur sont confiées.* » En juin 2018, les juges de la cour d'appel de Bruxelles ont estimé que l'Etat belge n'était pas responsable du massacre de l'ETO, l'ordre d'évacuation ayant été donné dans le cadre des Nations unies.

« *Des soldats belges sont revenus voir les rescapés pour s'excuser et cela nous a fait beaucoup de bien* », assure Yvonne Mukanubaha, qui rêve aujourd'hui d'ouvrir un hôtel avec son mari. En attendant, elle revient souvent au mémorial de Nyanza, où reposent dans des fosses communes les corps de ses parents, Sylvestre et Joséphine, des 2 000 réfugiés de l'ETO et de 34 000 personnes découvertes dans les collines alentour. « *Neuf membres de ma famille reposent sous ces dalles blanches*, se désole Yvonne Mukanubaha. *Je ne sais jamais quoi répondre à mon fils de 6 ans quand il me demande pourquoi il n'a pas ses grands-parents.* »